

Bulletin d'histoire politique

Un personnage en quête de profondeur ? L'historien.ne et les métiers de l'histoire dans la presse franco-qubécoise en 2019 (assorti d'un aparté polémique sur notre relation aux sciences de l'éducation)

Julien Prud'homme



Volume 29, numéro 1, automne 2020

L'enseignement de l'histoire au premier cycle universitaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1074206ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1074206ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Prud'homme, J. (2020). Un personnage en quête de profondeur ? L'historien.ne et les métiers de l'histoire dans la presse franco-qubécoise en 2019 (assorti d'un aparté polémique sur notre relation aux sciences de l'éducation). *Bulletin d'histoire politique*, 29(1), 54–66. <https://doi.org/10.7202/1074206ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Un personnage en quête de profondeur ? L'historien.ne et les métiers de l'histoire dans la presse franco-qubécoise en 2019 (assorti d'un aparté polémique sur notre relation aux sciences de l'éducation)

JULIEN PRUD'HOMME

*Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières
Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ)
Centre interuniversitaire de recherche
sur la science et la technologie (CIRST)*

Par définition, la décision de s'inscrire à tel ou tel programme universitaire de 1^{er} cycle est prise en majorité par de jeunes gens qui ne fréquentent pas encore l'université. Peut-être sont-ils conseillés par leurs parents qui, pour la plupart, n'ont pas non plus une expérience fine ou récente de l'université. De cela, on peut déduire que les perceptions qui incitent un.e cégépien.ne à choisir un programme, en histoire ou pas, ont peu à voir avec ce qui se passe réellement à l'intérieur de l'université, et bien plus à voir avec les perceptions qui circulent dans l'espace public. Dans les médias, par exemple.

Se peut-il que l'image publique de l'histoire influe sur l'envie des candidats de s'inscrire ou non à un programme d'histoire ? Si oui, il faudrait documenter cette image et s'en préoccuper. Je soumetts ici deux idées. La première concerne le visage public de la discipline historique et ses conséquences : je me risque ici à produire quelques données, à en proposer une typologie et à les commenter. La seconde idée est plus prosaïque : elle concerne la relation entre nos départements d'histoire et le baccalauréat en enseignement secondaire. En tant qu'historien universitaire moi-même et pour éviter les faux-semblants, je m'autoriserai à parler au « nous » pour désigner la communauté historique.

Le visage public de l'histoire

On doit se préoccuper de l'image publique de l'histoire, c'est-à-dire des représentations des métiers de l'histoire et du champ d'action de l'historien.ne qui circulent dans l'espace public. Cette image informe le préjugé du grand public sur ce que les historien.ne.s font – ou ne font pas – et sur ce à quoi un diplôme d'histoire mène – ou ne mène pas.

Je me préoccupe de cette perception, car je constate trois choses. D'abord, je vois, au sein des « sciences humaines et humanités », un glissement des inscriptions vers les programmes perçus comme étant plus directement ancrés dans l'action sociale et dans les grands enjeux actuels. C'est ce que suggère l'essor de programmes de 1^{er} cycle qui tirent leur épingle du jeu malgré le recul global des inscriptions (voir les textes de François Guérard et de Louise Bienvenue dans le présent dossier). En études féministes, l'effectif étudiant de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de l'Université d'Ottawa a plus que doublé entre 2013 et 2018¹. Il y a dix ans, des professeurs de science politique observaient qu'au sein de leurs programmes, « l'approche traditionnelle... cède la place à une approche davantage axée sur l'engagement et la politique comparée, qui intègre théorie et pratique² ». La vogue des *cultural, ethnic* ou *diversity studies* sur les campus anglo-saxons est de cette nature. Si on relie cette tendance aux mobilisations « jeunes » qui secouent la société civile, on peut présumer que les millénariaux, du moins la frange intéressée aux sciences humaines, ne sont pas tant obsédés par l'employabilité que simplement pragmatiques et orientés vers l'action.

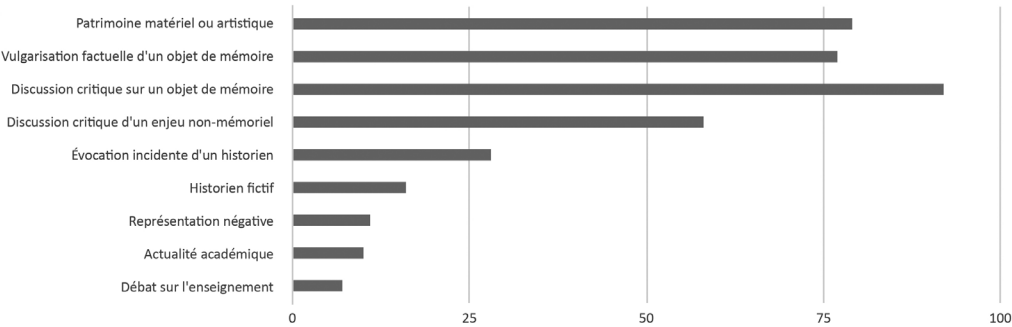
C'est d'ailleurs très bien : mon second constat est que l'histoire qui se pratique dans nos départements répond fort bien à cette exigence. En raison des compétences pratiques associées à l'histoire – traiter divers types d'information, réaliser des analyses critiques –, mais aussi et plus simplement en raison de l'évolution fulgurante de nos contenus d'enseignement depuis trente ans. Le renouvellement du corps professoral ou les sujets de maîtrise montrent l'étendue et l'actualité des questions abordées en histoire, qui incluent des thèmes aussi brûlants que la politique environnementale, l'aménagement des villes, la migration, la médicalisation et diverses formes d'intersectionnalité. Loin d'être une dérive « présentiste », cet attrait pour des objets politiquement « chauds » s'accompagne le plus souvent d'une relation mature, pacifiée, entre la science et l'engagement social³. Bref, je pense que la discipline historique s'est donné la capacité réelle et décomplexée d'intervenir de façon critique sur un vaste éventail d'enjeux actuels, directement pertinents pour le débat public⁴.

Là où ça se gâte, et c'est mon troisième constat, c'est que cette actualité de l'histoire reste peu visible dans l'espace public – elle ne fait pas

suffisamment partie du « visage public » de notre discipline. Ce sentiment est partagé : il est au cœur du *History Manifesto* (2014) des Britanniques Jo Guldi et David Armitage⁵, de la récente sortie de l'historien canadien Thomas Peace⁶ ou d'autres textes programmatiques qui revendiquent la prise en compte des analyses historiennes dans l'élaboration des politiques publiques⁷. Plus que de vibrants plaidoyers, cependant, c'est d'une stratégie et d'objectifs clairs dont nous avons besoin. Un matériau empirique pourrait-il aider à nous éclaircir les idées ?

À ma connaissance, il n'existe pas d'évaluation empirique de la présence historique dans l'espace médiatique⁸. Pour pallier provisoirement ce manque, j'ai bricolé un protocole rapide et mené une exploration à petite échelle. J'ai lancé une requête dans l'outil de recherche Eurêka pour recenser les occurrences du terme « historien* » dans quatre quotidiens franco-québécois – *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Droit*, *Le Soleil* – durant la période du 1^{er} janvier 2019 au 13 novembre 2019⁹. Il en est résulté la cueillette de 435 occurrences, réduites en un corpus de 378 occurrences après élimination des doublons. J'ai ensuite distribué ces occurrences selon la typologie – largement *ad hoc* – illustrée en Figure 1.

Figure 1. Occurrences du mot « historien* » dans quatre quotidiens franco-québécois (n=378)



Source : Base de données Eurêka, période du 1^{er} janvier au 13 novembre 2019, recherche réalisée le 14 novembre 2019

Comme on le voit, 306 occurrences, soit 81 % du corpus, tombent dans l'une des quatre principales catégories du graphique. C'est de ce sous-corpus de 306 articles de journaux franco-québécois, qui mettent tous en scène un.e historien.ne en action, que je souhaite discuter.

Définition des catégories

Précisons d'abord les définitions qui sous-tendent ces quatre catégories¹⁰. La « valorisation d'un patrimoine » désigne les articles qui montrent un.e historien.ne contribuer à la patrimonialisation d'un lieu ou d'un objet, qui en acquiert une distinction particulière sur la base de son rapport au passé¹¹. Ces articles décrivent souvent explicitement l'objet comme « patrimonial » : le rôle de l'historien.ne dans le texte est de valider cette désignation ou de revendiquer la préservation du lieu ou de l'objet en cause — par exemple, les cas du Château Laurier, des maisons anciennes, des objets d'art.

Deux catégories tournent autour de la formule « objet de mémoire¹² ». L'expression désigne un élément du passé – bataille de Vimy, lutte pour le suffrage féminin, etc. – qu'on présume constituer une référence culturelle relativement partagée. La signification attribuée à cet élément du passé peut être présentée par l'historien.ne comme a-problématique – évidente, conventionnelle et/ou fixe – : en ce cas, l'article recensé a été classé dans la catégorie « vulgarisation d'un objet de mémoire ». On trouve dans cette catégorie des textes où l'historien.ne sert à offrir une chronologie factuelle de la Seconde Guerre mondiale, à commémorer l'aventure d'Apollo 11 ou à rappeler la fondation de la ville de Boischatel. Dans d'autres cas, la signification de l'objet de mémoire est présentée par l'historien.ne comme problématique – disputée, plurielle et/ou changeante – : en ce cas, l'article recensé a été classé dans la catégorie « discussion critique d'un objet de mémoire ». On trouve dans cette catégorie des textes où l'historien.ne expose les débats sur l'héritage politique de Maurice Duplessis, critique l'invisibilisation des femmes en histoire de la littérature ou analyse les mémoires contestées du génocide arménien. Notons que la distinction entre vulgarisation et discussion critique n'implique pas de jugement de valeur : bien que féru de critique comme tout honnête historien.ne, il m'arrive souvent de présenter un élément du passé comme un fait conventionnel et fixe, pour des raisons pratiques ou parce qu'il m'apparaît comme tel.

Enfin, la catégorie « discussion critique d'un enjeu autre que mémoriel » désigne la discussion d'éléments du passé qu'on présume ne pas appartenir au répertoire commun des références mémorielles partagées, et que l'historien.ne met en discussion explicitement pour contribuer à un débat d'actualité. On trouve dans cette catégorie des textes où l'historien.ne recourt à l'histoire pour éclairer des débats sur la persistance du racisme, l'appropriation culturelle, les gouvernements minoritaires, le principe de précaution en écologie, la domestication de l'environnement ou le projet d'un lien routier entre Québec et Lévis.

Discussion

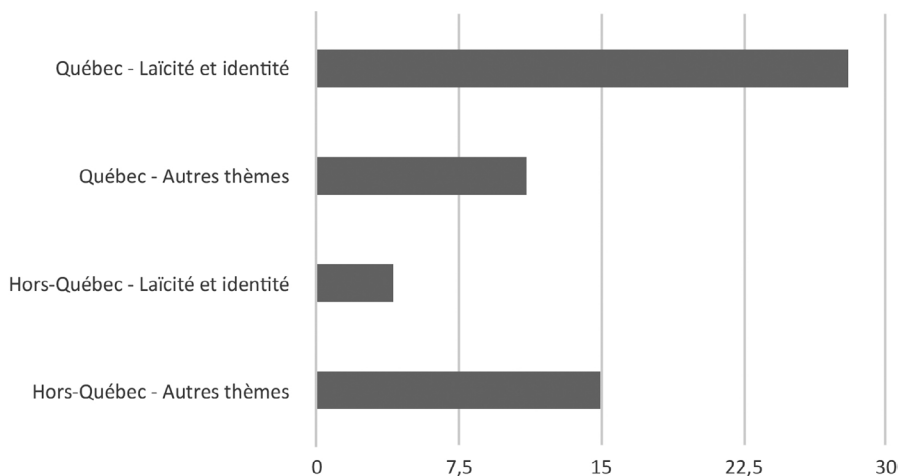
Je suis conscient d'abandonner ici certaines des nuances que ces distinctions requièrent, ou qu'elles requerraient dans un autre type de discussion. J'estime que, dans le contexte précis de la présente discussion, ces nuances se révéleraient plus inhibitrices qu'utiles. Deux raisons peuvent être invoquées ici : d'abord le caractère exploratoire de la démarche, puis le fait que je crois raisonnable d'assumer que les perceptions circulant dans l'espace public y voyagent sous une forme plus brute que délicate¹³.

Sans exagérer la validité des données présentées, je crois qu'elles montrent deux constats. D'une part, dans les journaux, le personnage de l'historien.ne est très majoritairement associé.e à un rôle qu'on peut qualifier d' « animation culturelle » sur le passé, c'est-à-dire orienté vers la mise en valeur du patrimoine, la vulgarisation factuelle ou la discussion critique d'objets de mémoire. À elles seules, les discussions factuelles ou critiques sur des objets de mémoire représentent 81 % du sous-corpus retenu, soit 248 occurrences. C'est une très bonne chose : cela signifie que la corporation historique réussit à rendre visible un rôle qu'elle joue bien, qui est socialement important et dans lequel travaille une portion importante de nos diplômé.e.s. Les efforts pour valoriser « l'histoire publique » ou pour transporter la vulgarisation historique vers de nouveaux médias (comme s'y emploie un Laurent Turcot, par exemple) semblent porter fruit.

D'autre part, et c'est moins positif, la capacité de l'histoire à enrichir un plus vaste éventail de débats, autres que strictement mémoriels, est beaucoup moins visible. À peine 58 occurrences – 19 % du sous-corpus, 15 % du corpus total – montrent un.e historien.ne capable d'intervenir sur des questions d'actualité qui ne sont pas *a priori* des enjeux mémoriels. L'aptitude de l'histoire à nourrir l'action sociale et le débat public reste donc sous-estimée. Ce qui me paraît encore pire, et un peu bizarre, c'est que ce potentiel semble encore moins associé aux historien.ne.s basé.e.s au Québec. C'est ce que signale la Figure 2.

Mettons le graphique en contexte : dans notre sous-corpus de 306 occurrences, les textes montrant des historien.ne.s basé.e.s au Québec représentent 242 occurrences, soit 79 % du sous-corpus. Les 64 autres occurrences, soit 21 % du sous-corpus, mettent en scène des historien.ne.s basé.e.s ailleurs dans le monde, souvent en Europe. Or, le Graphique 2 montre que les enjeux non mémoriels ne concernent que 16 % des interventions d'historien.ne.s du Québec (38 sur 242), contre 30 % des interventions d'historien.ne.s basé.e.s hors du Québec (19 sur 64). Pour le dire simplement : lorsqu'un.e historien.ne intervient dans les journaux sur un enjeu autre que mémoriel, il y a proportionnellement plus de chances qu'il s'agisse d'un.e historien.ne basé.e à l'étranger.

Figure 2. Localisation des historien.ne.s intervenant sur des enjeux autres que mémoriels et objets de leurs interventions dans quatre quotidiens franco-québécois (n=58)



Source : Base de données Eurêka, période du 1^{er} janvier au 13 novembre 2019, recherche réalisée le 14 novembre 2019

On peut même croire que l'écart aurait été plus grand si l'année politique 2019 n'avait pas été dominée par les débats sur la laïcité de l'État : en effet, cette circonstance a suscité la publication de nombreux textes montrant quelques historien.ne.s – surtout Gérard Bouchard et Yvan Lamonde – intervenir sur cette question d'actualité. Sans ce débat, les interventions d'historien.ne.s basé.e.s au Québec sur des enjeux autres que mémoriels auraient été franchement minoritaires et ce créneau n'aurait quasiment mis en scène que des historien.ne.s basé.e.s à l'étranger.

La cuvée 2019 laisse aussi entendre que l'intervention des historien.ne.s du Québec couvre un éventail de thèmes franchement étroit – 72 % portent sur la laïcité ou l'identité – tandis que les historien.ne.s de l'étranger sont associé.e.s à une palette plus riche et diversifiée. Dans les journaux, ce sont donc surtout des historien.ne.s de l'étranger qu'on voit intervenir sur les retombées actuelles de l'esclavage, le patronage, la montée de l'extrême droite, le mouvement #MoiAussi ou, dans pas moins de cinq textes différents, sur l'alimentation et l'industrie agroalimentaire. Par contraste, les textes qui montrent des historien.ne.s du Québec évoluer sur cette patinoire plus large sont beaucoup plus rares. On en compte tout au plus une dizaine, fort intéressants par ailleurs, qui éclairent des enjeux comme le travail féminin, les armes à feu, l'avortement, le glyphosate ou la raréfaction du service ferroviaire en région éloignée.

Redialectiser passé, présent et futur

Comment le lectorat des quotidiens francophones est-il amené à envisager le métier d'historien et son champ d'action? Selon ces données, ce public devrait croire deux choses: d'une part, l'apport de l'histoire à l'action publique est relativement marginal; d'autre part, quand il existe, cet apport est rarement le fait d'historien.ne.s basé.e.s au Québec. L'apport des historien.ne.s du Québec à un spectre élargi de débats publics reste ainsi peu visible pour le grand public, en dépit de la réalité de nos départements. Les jeunes qui rêvent de lier les sciences humaines et l'action sociale sont, sans surprise, portés à voir ailleurs.

Cette faible visibilité du potentiel historien me semble un problème et, pour parler franc, un échec. Un échec difficile à justifier puisqu'il existe une «demande»: les médias sont visiblement ouverts à ce type de contribution, susceptible d'attirer les millénariaux qui ont, comme nous, «le futur dans les veines», pour reprendre le mot d'E.H. Carr. De celui-ci au *History Manifesto*, l'appel n'est pas très différent et certainement pas moins pertinent qu'au temps de Carr:

Dans un contexte marqué par la croissance des inégalités, la crise de la gouvernance mondiale et les conséquences climatiques de l'activité humaine, le recours à des échelles d'enquête plus étendues devient nécessaire pour comprendre ne serait-ce qu'un peu mieux les nouveaux cadres qui façonnent nos vies [...] Une discussion renouvelée sur le passé, le futur, et le futur du passé, est déjà en germe [...] Mais pour répondre à cet appel à écrire et discuter sur le passé et le futur, il importe d'intervenir dans l'espace public, de manière à ce que les idées puissent être aisément partagées¹⁴.

Apprendre à rattacher avec rigueur passé, présent et futur n'a rien d'une lubie pour le citoyen d'aujourd'hui: c'est un impératif pratique, facile à comprendre.

À cet effet, mon hypothèse est la suivante: concevant les sciences humaines comme une voie d'accès à l'action sociale, des jeunes excluent l'histoire, non pas à cause de ce qu'elle est, mais à cause d'une image publique dissimulant l'étendue de ce que les départements d'histoire ont à offrir. Si cette hypothèse est valable, cela suggère différentes solutions.

D'une part, il nous faut mieux valoriser, dans les différents médias, l'apport de l'histoire à un plus large spectre d'enjeux sociaux. J'apprécie beaucoup les interventions individuelles d'historien.ne.s comme Carl Bouchard, Denyse Baillargeon, Yves Gingras, Francis Langlois, d'étudiantes comme Marilynne Caouette ou du rappeur-diplômé Webster. Toutefois, il faut aussi employer à cette fin des véhicules collectifs tels que l'Institut d'histoire de l'Amérique française, nos départements et nos re-

vues savantes : ils doivent assumer un rôle systématique de soutien à une plus grande visibilité publique de l'histoire¹⁵. Cette visibilité aiderait autant à attirer les inscriptions qu'à réaliser le potentiel de l'histoire pour enrichir le débat public. Il existe certes des obstacles à cela. La délocalisation parfois excessive de nos objets thématiques – qui aide tant à publier à l'international – rend parfois plus laborieuse notre insertion aux discussions québécoises, mais il reste qu'on peut facilement prendre le Québec comme point de départ pour des interventions à la portée plus vaste : l'historien de Concordia Steven High me semble un exemple à suivre sur ce point¹⁶.

D'autre part, la face visible de nos départements devrait mieux expliciter l'ancrage social de l'histoire et sa relation à l'actualité. Je pense aux sites web, aux catalogues de cours, aux objectifs des programmes de 1^{er} cycle — tout ce que consulte un futur étudiant qui imagine son avenir. Sans forcer la note, ne pourrait-on pas infléchir nos intitulés de cours pour montrer les liens que nous faisons déjà, par exemple, entre histoire et actualité ou entre les espaces québécois et transnationaux ? Ce serait bien simple. Pour des raisons de rigueur autant que d'image, ce renvoi au présent devrait aussi s'accompagner d'une réflexion plus explicite sur notre rapport à l'actualité. Nous la tenons déjà, cette réflexion : en donnent l'exemple les débats en cours sur la relation toujours renouvelée entre mémoire, présentisme et histoire du temps présent¹⁷. De toute façon, la crainte d'un excès de présentisme ne nous dispense pas de cette réflexion, dont on ne saurait se priver dans nos activités plus mémorielles ou patrimoniales¹⁸.

Je ne plaide donc pas du tout pour une réorientation de la discipline historique. Je suggère de mettre en valeur toutes les facettes de ce que nous sommes déjà, pour que notre image publique reflète la relation active, à la fois nuancée et volontaire, que nous travaillons fort pour entretenir avec le présent. Les petits tableaux compilés ici sont bien artisanaux : le corpus utilisé présente des limites évidentes (les grands quotidiens ne sont qu'un aliment de la diète informationnelle des 18-24 ans) et les biais induits par la méthode employée n'ont pas été évalués. Un chantier plus soutenu fournirait une lumière plus riche. Toutefois, pour l'instant, ils nous suggèrent quelques voies d'avenir bien pratiques.

En aparté : l'Univers social et nous

Ma seconde réflexion est plus expéditive. Je pense que la communauté historique doit mettre à jour sa relation avec le baccalauréat en enseignement secondaire (BES) en univers social, et en tirer un plan d'action. On connaît les débats passés sur le BES et l'histoire au secondaire¹⁹. Un large pan du débat concernait la place congrue des cours encore offerts par les

départements d'histoire aux futur.e.s enseignant.e.s du secondaire²⁰. Pour dire les choses clairement : puisque les facultés d'éducation n'autorisent pas les futur.e.s enseignant.e.s à suivre plus que l'équivalent d'un certificat en histoire, la création du BES à la fin des années 1990 a imposé aux départements d'histoire une perte sèche de leur clientèle.

Si, après un quart de siècle d'existence, le BES en univers social s'était révélé un franc succès pour la société québécoise, il n'y aurait aucune raison de revenir sur le sujet. Cependant, en réalité, son bilan est, pour le moins, autrement plus mitigé. Les lacunes criantes du BES nous autorisent à parler, de façon tout à fait légitime, de leur effet négatif sur la viabilité de nos propres programmes de 1^{er} cycle en histoire.

Plus que sa création déjà ancienne, ce sont les difficultés actuelles du BES qui ont un effet désastreux sur les départements d'histoire. Certes, dès sa naissance, le BES a sabré les crédits d'histoire des futur.e.s enseignant.e.s et ce fait seul pouvait être jugé scandaleux. Mais la calamité d'aujourd'hui, c'est que, après avoir échoué à intéresser les jeunes à l'histoire, le BES en univers social subit un franc effondrement de ses inscriptions²¹. Plus prononcé que celui des départements d'histoire, il y participe considérablement en raréfiant les apprenti.e.s enseignant.e.s qui fréquentent nos classes. Pire : par un effet de spirale descendante, cette chute pousse les programmes de BES à se replier encore davantage sur eux-mêmes en grappillant autant qu'ils le peuvent les quelques crédits que nous dispensons encore. C'est à tout le moins l'expérience connue par mon propre département, et je la crois partagée avec d'autres universités.

Bref, le BES tend à imposer aux départements d'histoire le poids de ses propres échecs en rognant encore plus sur la formation en histoire des professeur.e.s d'histoire de nos enfants. Cela n'est bon ni pour les départements d'histoire, ni pour les futur.e.s enseignant.e.s.

Le moyen de ces rapines est le tout-puissant Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE). Cet organisme ministériel a pour tâche d'agréer les programmes de formation des maîtres comme le BES, et, puisqu'il a ainsi droit de vie ou de mort sur les programmes, il use de cette position pour dicter ses conditions aux universités. À l'Université du Québec à Trois-Rivières, c'est la visite d'inspection du CAPFE qui a permis au BES en univers social de régler ses problèmes en transférant des crédits du département d'histoire vers celui d'éducation. Jusqu'à récemment, ce comité semblait le véhicule privilégié des plus zélés représentants des sciences de l'éducation.

Mais cela pourrait changer. La réalité du moment, c'est que les promesses du CAPFE – il devait assurer la formation d'enseignant.e.s compétent.e.s en nombre suffisant et garantir aux universités de juteuses cohortes d'inscrit.e.s – se transforment en désastre pour tout le monde. Le

ministère de l'Éducation, qui a consenti au CAPFE ses pouvoirs, doit maintenant gérer une grave pénurie de main-d'œuvre et diverses insatisfactions quant à la qualité des enseignant.e.s. Après s'être pliées aux quatre volontés du Comité, les universités se retrouvent avec des facultés d'éducation gonflées à l'hélium, mais sans clientèle. En outre, l'opinion publique est saturée de jugements négatifs à l'endroit des sciences de l'éducation et de leurs modes pédagogiques²².

Ce contexte ouvre une fenêtre politique que la communauté historique doit exploiter pour demander qu'on arrête les frais. La pétition lancée en février 2020 par l'Institut d'histoire de l'Amérique française²³, qui demande au ministre de l'Éducation de faciliter l'accès des diplômé.e.s d'histoire au métier d'enseignant, va dans cette direction. Cependant, un front commun réunissant aussi les revues et les départements d'histoire augmenterait les chances de succès et rendrait possible une stratégie à long terme. Outre l'accès à l'enseignement, ce front commun devrait demander publiquement l'abolition du CAPFE, ou au moins une réduction drastique de son autorité. Les arguments ne manquent pas. Cette demande ne remet pas en cause l'existence du BES : ce n'est pas la question. Mais elle restaurerait entre les départements d'histoire – et d'autres disciplines – et le BES un rapport de force plus équilibré, qui laisserait les universités libres de prendre des décisions plus mesurées en matière de formation des maîtres.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Lisa-Marie Gervais, « Les études féministes gagnent en popularité, même auprès des hommes », *Le Devoir*, 3 mai 2018, p. A1 et A8.
2. Linda A. White (dir.), *The Comparative Turn in Canadian Political Science*, Vancouver, UBC Press, 2008, cité par Rosanna Tamburri, « Les sciences politiques canadiennes en chute libre », *University Affairs/Affaires universitaires*, 12 janvier 2009.
3. Tel que défendu par Yves Gingras, « L'historien dans la Cité : l'objectivation contre l'instrumentalisation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 265-286.
4. Pour des exemples d'un rapport pacifié au risque présentiste et d'apports bienvenus de l'histoire à des débats publics d'importance : Brian Gertler, « Les autochtones et l'histoire du Québec. Au-delà du négationnisme et du récit "nationaliste-conservateur" », *Recherches amérindiennes au Québec*, n° 461, 2016, p. 7-18 ; J.T.H. Connor, « The « Human Subject », « Vulnerable Populations », and Medical History: The Problem of Presentism and the Discourse of Bioethics », *Canadian Bulletin of Medical History*, vol. 34, n° 2, 2017, p. 496-520 ; Stephen A. Smith, « China, Revolution and Presentism », *Past and Present*, n° 234, 2017, p. 274-289.
5. Jo Guldi et David Armitage, *The History Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 [2014], 165 p.

6. Thomas Peace, «History's Reputation Problem», *Active History*, 13 janvier 2020, activehistory.ca.
7. Virginia Berridge, «Why policy needs history (and historians)», *Health Economics, Policy and Law*, n° 13, 2018, p. 369-381. Voir aussi l'appel lancé par le collectif Histoire Engagée au début de la pandémie de covid: «Historiens et historiennes en quarantaine», *HistoireEngagée.ca*, 24 mars 2020.
8. Les études existantes se concentrent sur l'usage des médias sociaux par les historien.ne.s et le potentiel didactique de ces véhicules, et non sur la perception que les non-historien.ne.s peuvent avoir de cette présence médiatique. Par exemple, Charlotte Rochez, «Historians of education and social media», *History of Education*, vol. 44, n° 4, 2015, p. 405-414. Sur la relation malaisée des historien.ne.s avec les médias en général, voir l'entrevue de Sarah Milov sur le remarquable blogue historien Backstory Radio, «Historians in the Press. Why citation by the media is important, even if it rarely happens», épisode 286, backstoryradio.org.
9. Une période arbitrairement déterminée par l'échéancier du précieux symposium organisé par François-Olivier Dorais et Martin Pâquet, «Les études universitaires de 1^{er} cycle en histoire au Québec. Portrait, enjeux et perspectives d'avenir», Québec, 15 novembre 2019. Précisons que la requête «historien*» permet de capter les variantes «historienne», «historiens», «historiennes».
10. Les autres catégories sont certes intrigantes. L'«évocation incidente d'un historien» désigne les textes où une personne, quoique désignée comme historien.ne de métier, fait l'objet d'un reportage portant sur un autre volet de son activité: dans le corpus, la plupart concernent l'œuvre artistique du rappeur Webster ou l'engagement au Parti québécois de l'historien Frédéric Bastien. L'«évocation d'un historien fictif» désigne la figure rhétorique montrant des historien.ne.s du futur s'étonner d'un travers de notre présent; dans le corpus, cette figure revient aussi dans les comptes-rendus des livres de Margaret Atwood, *La Servante écarlate* ou *Les Testaments*. La «représentation négative» vient d'artistes – Steven Spielberg – ou de vulgarisateurs – Gilles Proulx – qui définissent leur rapport au passé en opposition aux historien.ne.s universitaires. On note que le débat sur l'enseignement de l'histoire au secondaire, si vif il y a peu, est bien passé de mode. Les textes sur l'actualité universitaire comptent surtout des nécrologies d'historiens disparus durant l'année, comme Yves Roby, Desmond Morton, Michel Serres ou l'historien du sport Donald Guay.
11. Jean Davallon, *Le don du patrimoine: Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris, Hermes Science-Lavoisier, 2006, 222 p.; Lucie K. Morisset, *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Québec et Rennes, Presses de l'Université du Québec-Presses de l'Université de Rennes, 2009, 131p.
12. Les distinctions qui suivent sont librement inspirées des lectures suivantes: Johann Michel, «Esquisse d'une socio-phénoménologie historique de la mémoire collective», dans Johann Michel (dir.), *Mémoires et histoires. Des identités personnelles aux politiques de reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 85-104; Marie-Claire Lavabre, «La commémoration: mémoire de la mémoire?» *Bulletins des Bibliothèques de France*, n° 3, 2014, p. 26-37;

- Simon-Olivier Gagnon, «Notes sur le geste de commémorer autrement. Les modes d'expression non traditionnels de la commémoration», *Ethnologies*, vol. 40, n° 1, 2018, p. 159-176.
13. Kieran Healy, «Fuck Nuance», *Sociological Theory*, vol. 35, n° 2, 2017, p. 118-127.
 14. Jo Guldi et David Armitage, *op.cit.*, p. 117-118.
 15. Sur la pertinence d'un support collectif et institué pour les efforts individuels de diffusion: Tina Adcock, Keith Grant, Stacy Nation-Knapper, Beth Robertson et Corey Slumkoski, «Canadian History Blogging: Reflections at the Intersection of Digital Storytelling, Academic Research, and Public Outreach», *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 27, n° 2, 2016, p. 1-39.
 16. Steven High, «Histoire du premier quartier multiracial de Montréal», *Le Devoir*, 21 février 2019, p. A9; «Une longue histoire de syndicalisme à Montréal», *Le Devoir*, 31 août 2019, p. B9.
 17. Outre les textes de Connor et Smith référencés à la note 4, voir: Christian Delacroix, «L'histoire du temps présent, une histoire (vraiment) comme les autres?», *Tempo & Argumento*, vol. 10, n° 23, 2018, p. 5-38; Frédérique Langue (dir.), «L'histoire du temps présent, Amérique latine, Caraïbes, Espagne. Chemins de traverse mémoriels et fabrique des médiations», numéro spécial de *Conserveries mémorielles*, n° 20, 2017; Mathieu Dubois et Rainer Hudemann, «La "Zeitgeschichte" dans l'historiographie européenne: introduction», *Histoire, économie et société*, vol. 35, n° 2, 2016, p. 4-13; Emmanuel Droit et Franz Reichherzer, «La fin de l'histoire du temps présent telle que nous l'avons connu. Plaidoyer franco-allemand pour l'abandon d'une singularité historiographique», *Vingtième siècle*, n° 118, 2013, p. 121-145.
 18. On sait qu'une activité cantonnée au soutien à la patrimonialisation ou à la mémorialisation d'objets du passé n'en serait pas pour autant un gage de résistance au «mauvais» présentisme: François Hartog, «Patrimoine, histoire et présentisme», *Vingtième siècle*, n° 137, 2018, p. 23-32; *Régimes d'historicité: présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003, p. 163-206. Pour une discussion étonnamment fouillée venue des disciplines de l'anthropologie et de la psychologie: Ian Bashkow, «On History for the Present: Revisiting George Stocking's Influential Rejection of «Presentism»», *American Anthropologist*, vol. 121, n° 3, 2019, p. 709-737.
 19. Pour de rapides bilans, voir Julien Prud'homme, «En gros et en détail: les pièces manquantes du débat», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 103-111; *Idem*, «L'école, le débat, l'expert. De la sociologie dumontienne à l'enseignement de l'histoire nationale», *Cahiers Fernand-Dumont*, n° 2, 2013, p. 253-278.
 20. Julien Prud'homme, «Réformer l'enseignement et réformer les maîtres. La transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 2, 2007, p. 185-216, surtout 202-206. En 2014, le rapport du Comité sur l'enseignement de l'histoire exposait ainsi le fruit de ses consultations sur ce point particulier: «De l'avis général, la place réservée à l'apprentissage de l'histoire au sein du baccalauréat en enseignement secondaire est grossièrement insuffisante.... Le constat a été fait par des intervenants de tous les horizons... Il semble impossible d'ignorer des constats aussi graves, consensuels et répétés». Gouvernement du

Québec, *Le sens de l'histoire. Pour une réforme du programme d'histoire et éducation à la citoyenneté de 3^e et 4^e secondaire*, février 2014, p. 38-39.

21. De 2009 à 2018, le nombre d'inscrit.e.s au BES passe de 4000 à 2860. Un rebond de 7 % des demandes d'admission en 2019, après d'intenses efforts de recrutement, n'est pas perçu comme un signe assez encourageant pour justifier le statu quo. Sandrine Vieira et Justine Pépi, « Plus d'élèves, moins de profs. Survol d'une pénurie », *Le Devoir*, 19 août 2019; Anne-Sophie Poiré, « Moins d'enseignants, plus de souplesse », *Le Devoir*, 8 février 2020, p. C4; Daphnée Dion-Viens, « Les nouvelles inscriptions à la hausse en enseignement », *Le Journal de Montréal*, 21 août 2019; Brigitte Breton, « Enseignement : entretenir l'espoir », *Le Soleil*, 20 avril 2019, p. 1 et 22; Collectif, « Pénurie d'enseignants. Une occasion de repenser les modèles de formation », *Le Devoir*, 27 février 2020, p. A7.
22. Parmi d'autres : Pierre Saint-Arnaud, « Les enseignants manquent de formation dans les disciplines spécialisées », *L'Actualité*, 27 novembre 2017; Régys Caron, « Blais veut redorer le blason des enseignants », *Le Journal de Montréal*, 15 avril 2015; Tommy Chouinard, « Des candidats trop faibles », *La Presse*, 14 octobre 2015, p. A2.
23. « Valorisons nos diplômé.e.s ! Pour un accès élargi à la profession enseignante », ihaf.qc.ca. Voir aussi : Brigitte Caulier, Karine Hébert et Louise Bienvenue, « Des solutions existent à la pénurie d'enseignants », *Le Devoir*, 27 février 2019, p. A7; Louise Bienvenue et Karine Hébert, « Les solutions actuelles pour la formation des enseignants ne suffisent pas », *Le Devoir*, 29 février 2020.